

## CUBA, UN NOUVEL ÉTAT OUVRIER

La révolution avait il y a deux ans balayé la dictature de Batista. Les masses paysannes avaient joué le rôle principal. Le nouveau pouvoir dirigé par Fidel Castro reposait matériellement sur l'Armée rebelle, le vieil appareil militaire et policier ayant été emporté par la tourmente. Au pouvoir se trouvait une coalition de bourgeois libéraux et des « fidélistes », eux-mêmes composés de courants disparates, allant d'un éclectisme petit bourgeois jacobin à des militants faisant profession de foi marxiste.

La chute de la dictature libéra un irrésistible mouvement des masses, dépassant tout ce qu'on avait connu en Amérique latine. Les masses imposèrent tout d'abord une réforme agraire très étendue, qui provoqua la rupture de la coalition au pouvoir et laissa au pouvoir les « fidélistes » qui, malgré leur manque de clarté théorique, eurent le grand courage de lier le salut de la révolution aux masses paysannes et ouvrières.

De ce fait, ils entrèrent en conflit d'une façon toujours plus accusée avec l'impérialisme américain, dont les positions dominantes dans l'économie de Cuba étaient un obstacle aux transformations nécessaires pour améliorer de façon profonde et stable les conditions de vie des masses. Chacun se souvint de la suite d'actions du gouvernement cubain et de réactions du gouvernement américain, avec pour résultat global la nationalisation complète des propriétés des grandes firmes américaines.

Mais cette action, soutenue par un puissant mouvement des masses, avait sa propre logique ; pour que toute la politique économique se fasse pour les masses, il fallut s'attaquer aussi aux propriétés capitalistes cubaines, notamment les plus importantes, celles des sucreries. Les décrets pris au cours du mois d'octobre dernier spécifient que les nationalisations sont dictées par les besoins de la planification de l'économie.

### L'Etat bourgeois s'effondre

Ainsi, à l'exception de petits secteurs non décisifs pour l'économie de l'île de Cuba, l'économie est nationalisée et planifiée. Le vieil appareil d'Etat bourgeois a été détruit ; l'Armée rebelle et les milices ouvrières et paysannes constituent les forces armées du régime actuel. **Autrement dit, il n'y a plus à Cuba un régime capitaliste ; il existe les bases d'une économie socialiste. Un nouvel Etat ouvrier a été ainsi créé pour la première fois dans l'hémisphère américain, face au bastion du capitalisme que sont les Etats-Unis.**

Le nouvel Etat est menacé directement par les forces armées américaines qui, de façon provocante, font patrouiller des navires de guerre autour de l'île, et qui ont également procédé à des exercices de débarquement de « marines » dans la base américaine de Guantanamo, dans l'est de Cuba.

La victoire de la révolution cubaine, le pas décisif qu'elle a franchi ont trouvé un écho considérable dans toute l'Amérique latine, et c'est une des raisons essentielles pour lesquelles le gouvernement américain n'a pas pour le moment osé réitérer le coup qui réussit au Guatemala en 1954, il est vrai contre un gouvernement qui ne s'appuyait pas sur un aussi puissant mouvement de masse et qui n'osa pas faire appel aux masses et armer celles-ci.

Le nouvel Etat se trouve aussi en face de difficultés intérieures, inhérentes aux transformations économiques et sociales qu'il doit opérer. Nous ne pouvons traiter ces questions dans la place dont nous disposons ici. Mais toutes ces difficultés ne peuvent manquer de déboucher sur

la question de la structure du pouvoir et de ses relations avec les masses pour la solution de tous les problèmes. Le nouveau pouvoir s'appuie incontestablement sur les masses populaires, mais il s'en faut de beaucoup qu'il soit d'un caractère démocratique, qu'il fasse appel non seulement à la volonté générale des masses, mais à leur initiative dans tous les secteurs de l'économie et de l'Etat.

Les développements à Cuba posent également de grands problèmes à tout le mouvement ouvrier, et plus particulièrement au mouvement communiste. C'est la première fois qu'un mouvement de cette ampleur, et qui atteint un résultat comme le renversement du capitalisme, se produit sous une direction qui ne relevait pas, par son origine ou son allégeance politique, des vieilles directions. Cela prouve non pas le caractère superfétatoire de la direction ouvrière, mais la maturité des conditions objectives. Les échecs de mouvements révolutionnaires dans bien d'autres pays ont montré au contraire l'importance du rôle de la direction du mouvement. La victoire à Cuba ne manquera pas d'accentuer la crise du stalinisme international. Elle ne supprime pas du tout la nécessité d'une direction marxiste révolutionnaire, elle rendra ce problème plus aigu dans toute une série de pays où les masses ont déjà manifesté autant d'ardeur révolutionnaire, mais où les directions sont parvenues à endiguer et à étouffer celle-ci.

Nous appelons tous les travailleurs à manifester sous les formes les plus diverses leur solidarité fondamentale avec le nouvel Etat ouvrier, avec la révolution cubaine. Entre autres, il nous faut ici en France souligner les nombreuses analogies entre la lutte qui s'est poursuivie à Cuba et la lutte pour l'indépendance de l'Algérie. Ces deux pays sont aujourd'hui à l'avant-garde de la lutte contre le capitalisme. Tout ce qui se fait pour l'un est soutien pour l'autre.

P. FRANK.

## VENEZUELA

*Un mois après que se soient produits de violents tumultes dans la rue à Caracas et dans d'autres villes importantes du pays, qui se soldèrent pas 14 morts et 70 blessés, l'agitation s'est étendue à nouveau dans les mêmes centres de population, et spécialement dans la capitale.*

*Entre les deux mouvements de masse, partiels, comme on le verra, la nation était attentive à la crise ministérielle provoquée par la démission des deux ministres appartenant au U.R.D. et celle du ministre des Finances. Le premier des trois ministres U.R.D. qui avait démissionné avait été celui des Affaires étrangères, opposé à la signature de la Déclaration de Costa-Rica, qui condamnait le régime révolutionnaire de Cuba. A la fin, ce Parti bourgeois, pressé par sa base, se sépara de la coalition gouvernante et passa dans l'opposition.*

*Au retour d'un de ses nombreux voyages à l'extérieur, où il était poussé par la nécessité de demander des emprunts de plus en plus grands, le ministre des Finances proposa de prendre deux mesures. La première consistait à établir le contrôle des changes, pour éviter la fuite des capitaux, tel que les partis de gauche le demandaient depuis plus d'un an ; cette mesure fut adoptée. La deuxième était la dévaluation du bolivar, comme unique manière de surmonter le déficit du budget pour l'année qui finira en juillet 1961, évalué à 600 millions de bolivars, c'est-à-dire à 180 millions de dollars. Le Parti social-chrétien, qui partage le pouvoir avec le Parti du Président Betancourt, rejeta le projet et le ministre des Finances dit adieu à son poste avec, dit-on, les larmes aux yeux.*